



# Accumulation du capital et cycles de l'économie chinoise de 1952 à 2014

## Deux méthodes d'analyse par les taux de profit industriels

Rémy Herrera, Zhiming Long

DANS **REVUE FRANÇAISE DE SOCIO-ÉCONOMIE** 2022/1 n° 28 , PAGES 131 À 155  
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1966-6608

ISBN 9782348073984

DOI 10.3917/rfse.028.0131

Date de mise en ligne : 17/06/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2022-1-page-131?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Accumulation du capital et cycles de l'économie chinoise de 1952 à 2014

## Deux méthodes d'analyse par les taux de profit industriels

**Rémy Herrera**

*Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne,  
UMR 8174 Centre d'économie de la Sorbonne  
herrera1@univ-paris1.fr*

**Zhiming Long**

*Université Tsinghua de Pékin  
zhiminglong@gmail.com*

Sur la base d'une définition aussi rigoureuse que possible du périmètre du secteur industriel, et de la construction de stocks d'actifs fixes d'entreprises et de capital physique productif, nous calculons des indicateurs de taux de profit au niveau de la comptabilité d'entreprises et de la comptabilité nationale pour la Chine de 1952 à 2014. Les résultats obtenus selon ces deux approches sont assez similaires et peuvent être synthétisés comme suit : i) une baisse tendancielle du taux de profit est observable sur la longue période, et ce pour les deux niveaux d'analyse. ii) Les fluctuations de court terme de taux de profit font apparaître, à l'échelle macroéconomique, une succession de cycles, rarement complets, dont l'amplitude se réduit avec le temps. iii) Plus d'un tiers de la période couverte est concernée par des années récessives pour la composante cyclique du taux de profit ; les plus forts reculs étant enregistrés, par ordre décroissant, après la rupture entre la Chine et l'Union soviétique (1961-1963), au moment de la Révolution culturelle (1968), dans le courant des années 1950, lors de la transition post-Mao (1976-1977), après les événements de Tian'anmen (1989-91), et enfin avec la diffusion des crises de la mondialisation (qui ont touché la Chine en 1998, 2001, 2009, et à nouveau depuis 2012).

## Capital accumulation and cycles of the Chinese economy from 1952 to 2014 : Two methods of analysis through industrial profit rates

Based on various originally constructed statistical series of stocks of productive physical capital and of firms' fixed assets, and on a definition—as rigorous as possible—of the scope of the industrial sector, we calculate several indicators of profit rates at the levels of corporate accounts and of national accounts for China from 1952 to 2014. The results obtained by these two methods are quite similar and can be summarized as follows: i) a tendency of the profit rate to fall is observed over the long term, for the two levels of analysis; ii) at the macro level, the short-term fluctuations in the profit rates show a succession of (rarely complete) cycles whose amplitude decreases with time; iii) more than a third of the period covered is affected by recessive years for the cyclical component of the profit rate. The largest declines are recorded, in descending order, after the rupture between China and the Soviet Union (1961–1963), during the Cultural Revolution (1968), in the course of the 1950s, during the post-Mao transition (1976–1977), following the Tiananmen events (1989–1991), and with the spread of the crises of globalization (which affected China in 1998, 2001, 2009, and since 2012).

---

Mots clés : Chine, croissance, cycles, taux de profit, stocks de capital, comptabilité d'entreprises, comptabilité nationale

---

Keywords : China, growth, cycles, profit rate, capital stocks, corporate accounts, national accounts

---

## 1. Introduction

Exceptionnelle par sa vigueur comme par sa relative stabilité au cours des dernières années, la trajectoire de croissance de l'économie chinoise suscite, en même temps que de nombreuses études académiques [Maddison, 1995 ou Ding, Knight 2009], bien des interrogations. Ces dernières concernent tant les causes d'un tel dynamisme que ses mécanismes et moteurs, mais aussi sa soutenabilité et les conséquences à attendre de l'ascension de la Chine dans la hiérarchie des pays du système mondial capitaliste. La plupart de ces questions renvoient à la nature *sui generis*, singulièrement complexe, de cette économie qui a su adopter maintes caractéristiques du capitalisme depuis son ouverture en 1978 tout en conservant certains traits du socialisme, notamment en matière de régime foncier, de propriété intellectuelle ou d'interventions massives et volontaristes de l'État [Andréani et Herrera (2013, 2014) ; Herrera, Long 2019 ; Andréani, Herrera, Long 2019].

Le présent article n'a pas l'ambition de définir la nature du système économique chinois actuel (même si, à notre avis, Bergère [2007] n'a pas tort d'avancer qu'avec la révolution de 1949, « le capitalisme est mort, les capitalistes survivent », ce qui

éloigne la Chine du cas soviétique) ; moins encore celle d'aborder toutes les facettes qu'une telle démarche exigerait. Il visera plus modestement à proposer des éléments de réflexion sur le rôle tenu par les taux de profit dans la dynamique d'accumulation de stock de capital de l'économie chinoise sur la longue période. Notre postulat de départ est en effet que le fonctionnement de ce système économique partage aujourd'hui suffisamment (et de plus en plus) de points communs avec le capitalisme pour nous autoriser à recourir méthodologiquement au concept de « taux de profit ». Celui-ci est ici conçu comme le rapport entre deux indicateurs (un surplus et divers stocks de capital ou d'actifs) dont nous expliquerons la construction. L'analyse sera conduite dans un cadre marxiste, original au sein de ce courant, car sous les angles à la fois de la compatibilité d'entreprises (appelé ici niveau 1) et de la comptabilité nationale (niveau 2). Ces deux sources de données statistiques, d'entreprises ou nationales, se croisent au niveau du secteur, lequel est ainsi abordé sous deux aspects bien distincts. Cette démarche méthodologique s'est imposée à nous à l'issue d'une série de travaux consacrés à la croissance économique en Chine par lesquels nous avons souligné les limites – selon nous indépassables – des outils fournis par le *mainstream* néoclassique ou ses satellites<sup>1</sup>.

Il convient d'emblée d'insister sur le fait que les différents indicateurs de « taux de profit » que nous concevons ne sauraient s'interpréter dans les mêmes termes que dans les cas de pays capitalistes avancés. L'attention portée à de tels indicateurs est cependant fondamentale si l'on entend expliquer la dynamique de reproduction de l'économie chinoise à long terme, y compris à l'époque où elle était largement planifiée. Aussi, une fois déterminé le cœur de notre objet d'étude – en l'espèce, l'industrie – (1<sup>re</sup> partie), nos efforts se concentreront-ils sur les calculs de taux de profit des entreprises industrielles au niveau 1 (2<sup>e</sup> partie) et de taux de profit du secteur industriel au niveau 2 (3<sup>e</sup> partie), ainsi que sur l'étude de leurs évolutions et de leur décomposition technique, qui mettent en lumière une succession de cycles rythmant le processus d'accumulation de cette économie au cours des six dernières décennies (4<sup>e</sup> partie).

## 2. Cadre statistique et délimitation du secteur industriel dans la comptabilité chinoise

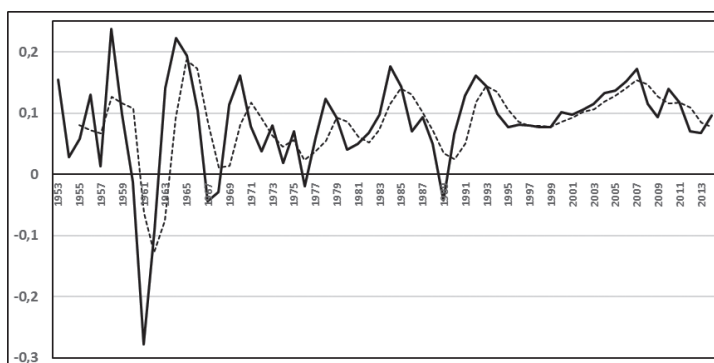
Si le phénomène de la croissance économique de la Chine est fréquemment étudié (Figure 1), le processus d'accumulation de capital reste, paradoxalement, encore peu connu. L'une des raisons tient à ce que, jusqu'à présent, le *National Bureau of Statistics of China* (NBS) n'a toujours pas publié de bases de données officielles de stock de capital physique ou d'actifs fixes, variable pourtant fondamentale pour comprendre la dynamique de cette économie<sup>2</sup>. Plusieurs tentatives de construction de séries de

1 On peut lire nos travaux antérieurs sur la Chine : Long et Herrera [2016], Herrera et Long [2018a, 2018b]. Pour une critique théorique de la croissance néoclassique : Herrera [2006].

2 En revanche, et ceci est fondamental pour notre étude, le NBS a conçu et implanté des méthodes de plus en plus rigoureuses pour améliorer la qualité et la crédibilité de ses données statistiques générales, notamment pour les débarrasser au maximum d'éventuels biais dus à des manipulations pour motif politique observés dans le passé. Voir à ce sujet : Xu [2019] et Xu et Tian [1997].

capital chinois ont bien été effectuées, comme celles des *Penn World Tables* (PWT), mais toutes ou presque révèlent de multiples déficiences. Les problèmes proviennent surtout du manque de données historiques antérieures à l'année 1949 (formation de la République populaire de Chine), mais aussi de ruptures statistiques, dont la plus significative est intervenue en 1993 lors du passage des balances en produits matériels (*Material Product System*, MPS) aux comptes nationaux (*System of National Accounts*, SNA). Cette transition a complexifié les comparaisons de séries chinoises verticales (chronologiques) ou horizontales (transversales). De surcroît, c'est un euphémisme de dire que la tâche est ardue pour qui ne lit pas le chinois de trouver l'information nécessaire pour élaborer des séries originales au milieu d'annuaires officiels abondants mais dispersés, publiés par les autorités chinoises. L'un des buts de cet article est justement de dépasser certains des problèmes rencontrés dans la littérature grâce à un effort de construction de bases de données originales de stocks de capital physique ou d'actifs fixes qui soient aussi fiables, homogènes et longues que possible, tant au niveau de la comptabilité d'entreprises que de la comptabilité nationale (Annexe).

**Figure 1. Taux de croissance du PIB : Chine, 1952-2014**  
(en pourcentages, prix constants base 1952)



Note : Calculs des auteurs d'après les données du NBS (années variées). En pointillé, moyenne mobile de trois ans.

Dans ce contexte, les contours du secteur industriel doivent tout d'abord être délimités avec grand soin, car ce concept a été appréhendé de différentes façons dans les systèmes comptables qui se sont succédé en Chine (Tableau 1). En vigueur de 1952 à 1992 et proche du modèle de planification soviétique, le MPS reconnaissait les contributions productives de l'agriculture et de l'industrie, mais pas des services – dont les valeurs ajoutées n'étaient pas intégrées au calcul du revenu national. Ainsi, toutes les activités autres qu'agricoles recensées dans la classification de l'époque pouvaient être considérées comme « industrielles ». À la suite des réformes de la fin de la décennie 1970, le SNA, remplaçant peu à peu le MPS, introduisit une distinction trisectorielle : primaire pour l'agriculture, secondaire pour les industries et la construction, tertiaire pour tout le reste (postes et télécommunications, transports, commerce, services sociaux...).

La transformation complète des MPS au SNA s'acheva en 1993 et, dès l'année suivante, le NBS publia une Classification des industries de l'économie nationale, dite « GB/T4754-1994 » (国民经济行业分类). Le secteur secondaire y avait été divisé en quatre sections, sous les intitulés « B » pour les industries minières et extractives, « C » pour les industries manufacturières, « D » pour la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau, et « E » pour la construction. L'agrégation des sections B, C et D correspondait donc le mieux à la conception traditionnelle de l'« industrie ». En 2004 fut instaurée la classification « GB/T4754-2002 », appuyée sur la typologie des « 2003 Three-Sector Classification Rules » (三次产业划分规定)<sup>3</sup>. Les modifications effectuées (redécoupage de sous-sections, ou divisions, à l'intérieur du secteur secondaire, ou entre ce dernier et le secteur tertiaire) ne remettaient pas en cause la définition précédente de l'industrie. Il en va de même des changements introduits par la nouvelle « GB/T4754-2011 »<sup>4</sup>, en application depuis 2012, lesquels concernent pour la plupart les activités de l'agriculture (section « A ») et des services (précisément identifiés au secteur tertiaire, et accueillant des divisions supplémentaires transférées du secondaire).

**Tableau 1. Évolution du périmètre et des critères de classification des activités industrielles**

| Période      | Périmètre                                | Critères   | Commentaires   |
|--------------|--|--|--|
| 1952-1992    | Toutes les activités, sauf l'agriculture | <i>Material Product System</i> (MPS)                           | Non-reconnaissance de la contribution productive des activités du secteur tertiaire par le NBS             |
| 1993-2003    | Sections B + C + D, hors construction    | <i>System of National Accounts</i> (SNA) « GB/T4754-1994 »     | Reconnaissance de la contribution productive des activités du secteur tertiaire par le NBS                 |
| 2004-2011    | Sections B + C + D, hors construction    | « GB/T4754-2002 » et « 2003 Three-sector classification rule » | Redécoupage de divisions du secteur secondaire, importants changements dans le secteur tertiaire           |
| 2012-Présent | Sections B + C + D, hors construction    | « GB/T4754-2011 » et « 2012 Three-sector classification rule » | Quelques divisions du secteur secondaire déplacées vers le secteur tertiaire, mieux identifié aux services |

La cohérence statistique des Classifications « GB/T4754 » et la relative stabilité du périmètre de l'industrie lors de leurs différentes périodes d'élaboration nous conduisent à définir les « entreprises industrielles » comme celles appartenant à l'ensemble des sections B + C + D, telles que les conçoit le NBS. En clair, nous retenons les entités productives dont les activités relèvent à titre principal des sections des « mines » (B),

3 [http://www.stats.gov.cn/tjgz/tjdt/200305/t20030519\\_16460.html](http://www.stats.gov.cn/tjgz/tjdt/200305/t20030519_16460.html).

4 [http://www.stats.gov.cn/tjsj/tjbz/201301/t20130114\\_8675.html](http://www.stats.gov.cn/tjsj/tjbz/201301/t20130114_8675.html).

des « industries manufacturières » (C) et des « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (D), c'est-à-dire de toutes les composantes secondaires, sauf la construction. Il s'agit d'une interprétation similaire à celle de l'*International Standard Industrial Classification 2008* (ISIC). Au total, les ajustements successifs – et les améliorations statistiques considérables – des systèmes de comptabilité chinois n'ont eu qu'un impact limité sur les contours du concept fondamental d'industrie.

### 3. Calcul de taux de profit industriels au niveau de la comptabilité d'entreprises (niveau 1)

Nous cherchons d'abord à calculer des taux de profit au niveau de la comptabilité d'entreprises à partir de données collectées dans l'industrie, telle que nous l'avons définie. Ce calcul nécessite de disposer de deux types de variables : les profits de ces entreprises et leurs stocks de capital. Pour ce qui concerne ces derniers, nous reprenons la méthode proposée par Chow (1993) qui recourait à des données cumulées afin de déterminer les stocks d'actifs fixes des entreprises industrielles. L'objectif de l'auteur était d'évaluer des stocks à l'échelle nationale. Or, les séries qu'il utilisa ne sont plus mises à la disposition du public par le NBS depuis le passage au SNA, de sorte qu'il n'est pas possible de les étendre au-delà de 1993. Toutefois, grâce à l'existence de balances comptables standardisées d'entreprises (*Enterprise Accounting Standards*), des données continues concernant les dépréciations cumulées nous permettent de reconstruire les stocks d'actifs fixes des entreprises industrielles, à la manière de Chow. Les *Enterprise Accounting Standards* auxquelles nous avons recours sont celles établies pour l'année 2006 (会计准则). Toutes les entités productives sont en effet censées s'y conformer, mais une partie non négligeable d'entre elles est encore enregistrée en se référant aux normes de 1992 dans les documents du NBS, comme dans ceux du ministère des Finances.

Les stocks de capital ici considérés sont ceux des actifs matériels ayant une durée de mise en service de plus d'une année budgétaire. Il s'agit, entre autres, des bâtiments, équipements, machines, outils, moyens de transport, détenus par les entreprises pour leurs productions de biens et de services, la location ou des activités administratives. Les *Enterprise Accounting Standards 2006* adoptent pour la valeur totale des actifs fixes des entreprises industrielles, notée  $K_{AT}$  et enregistrée en valeur de fin d'exercice dans les *Assets and Liability Tables of Enterprises*<sup>5</sup>, la définition suivante :

$$K_{AT} = K_{AO} - A_C - L_A$$

avec  $K_{AO}$  la valeur d'origine des actifs fixes<sup>6</sup>, correspondant à leur coût initial, c'est-à-dire aux dépenses effectuées par les entreprises pour l'achat, la construction, l'installation, l'extension, la transformation ou la modernisation technique de ces actifs. Cette valeur est diminuée des amortissements cumulés sur les années de fonctionnement<sup>7</sup> et des pertes de valeur des actifs comptablement enregistrés sur la période.

5 Pour les *Enterprise Accounting Standards*, les données viennent des *Tables of Assets & Liability of Enterprises*.

6 Cette valeur, fin d'année, apparaît au débit des balances d'actifs fixes des comptabilités d'entreprises.

7 Valeur, fin d'année, rapportée au crédit des balances d'amortissements cumulés de ces mêmes comptabilités.

Lorsque le NBS ne fournissait pas de données sur ces pertes de valeur, celles-ci ont été recalculées pour les années manquantes<sup>8</sup>.

Les profits totaux réalisés au cours de l'exercice comptable<sup>9</sup>,  $P_T$ , sont quant à eux donnés par la formule suivante :

$$P_T = B_E + R_E - D_E$$

où  $R_E$  et  $D_E$  représentent respectivement les recettes et les dépenses d'exploitation, tandis que  $B_E$  correspond aux bénéfices d'exploitation, qui s'interprètent eux-mêmes comme les revenus des entreprises (y compris ceux tirés des investissements) diminués de la somme des charges, des taxes diverses, des autres dépenses de l'exercice et des pertes de valeur des actifs.

Nous sommes dès lors en mesure de calculer, sur le plan de la comptabilité d'entreprises, quatre taux de profit distincts pour les entreprises industrielles. Deux critères sont ici retenus (Tableau 2) : selon que les amortissements cumulés sont intégrés au capital d'actifs fixes (taux de profit nominal) ou pas (taux réel) ; et selon que les taxes sont déduites des profits (taux après taxations) ou non (avant taxations). Ces quatre taux de profit s'écrivent :

$$\text{Taux de profit niveau 1} \left\{ \begin{array}{ll} \text{nominal avant taxes des entreprises industrielles :} & r_1 = \frac{P_T}{K_{AO}} \\ \text{nominal après taxes des entreprises industrielles :} & r_2 = \frac{P_T - T_E}{K_{AO}} \\ \text{réel avant taxes des entreprises industrielles :} & r_3 = \frac{P_T}{K_{AT}} \\ \text{réel après taxes des entreprises industrielles :} & r_4 = \frac{P_T - T_E}{K_{AT}} \end{array} \right.$$

où  $T_E$  représente les taxes sur les revenus des entreprises. La réglementation fiscale a connu d'importantes modifications depuis la fondation de la République populaire. Ces changements ont accompagné ceux de la structure de propriété de l'économie tout entière. Les « Grandes Transformations socialistes » furent lancées en 1952 ; elles consistèrent notamment à élargir le champ des entreprises étatiques et collectives, qui s'étendait, dès la fin de 1956, à la quasi-totalité des entités productives du pays (plus de 99 %). En 1984 intervint une réforme fiscale majeure, implantée parallèlement à la décision gouvernementale d'autoriser de nouveau la propriété privée dans le secteur industriel. Nous utiliserons comme indicateur de taxation la composante « industrielle » de la taxe industrielle et commerciale entre 1952 et 1984. À partir de 1985 et l'instauration de la taxe sur les revenus des entreprises, prélevée sur les entités étatiques et collectives [« Notes » du *China Finance Yearbook 2012* (p. 452)], c'est cette dernière que nous retenons. Mais à compter de l'année 2001, ce sont toutes les entreprises chinoises qui y furent assujetties [*China Finance Yearbook 2000* (p. 401)].

<sup>8</sup> Le plus souvent, le NBS fournit les données de « valeur totale » et de « valeur d'origine » des « actifs fixes ».  
<sup>9</sup> Valeur, fin d'année, rapportée au crédit des balances d'amortissements cumulés de ces mêmes comptabilités.

Dans une large majorité des cas, les séries statistiques fournies par le NBS sont incomplètes et ne permettent de calculer des taux de profit qu'à partir de 1978. Il nous faut donc compléter par nous-mêmes les données manquantes. Pour celles de la « valeur totale des actifs fixes » avant 2000, nous avons utilisé à la place la « valeur nette des actifs fixes », très similaire. Cette dernière est enregistrée en valeur de fin d'exercice dans les annuaires du NBS antérieurs à 1993 – comme la « valeur totale des actifs fixes ». Mais entre 1994 et 1999, la « valeur nette des actifs fixes » est présentée sous la forme d'un indicateur annuel moyen. Pour corriger le biais caractérisant cette période et pouvoir ainsi calculer des « valeurs nettes des actifs fixes » en fin d'exercice, nous supposons ici que le taux de croissance d'une demi-année est égal à la moitié du taux de croissance de l'année.

**Tableau 2. Définitions de quatre taux de profit au niveau de la comptabilité d'entreprises**

| <b>Critère 1 : Amortissements</b>                              | <b>Taxes non retranchées des profits</b>   | <b>Taxes retranchées des profits</b>       |
|--|--|--|
| Amortissements cumulés inclus dans le capital des actifs fixes | Taux de profit nominal avant taxes : $r_1$ | Taux de profit nominal après taxes : $r_2$ |
| Amortissements cumulés exclus du capital des actifs fixes      | Taux de profit réel avant taxes : $r_3$    | Taux de profit réel après taxes : $r_4$    |

**Tableau 3. Types d'entreprises prises en compte pour le calcul des taux de profit selon la période**

|           | $r_1$  | $r_2$  | $r_3$ | $r_4$ |
|-----------|--|--|-------|-------|
| 1952-1978 | Toutes les entreprises industrielles détenues par l'État   |  |       |       |
| 1979-1984 | Toutes les entreprises industrielles   | Toutes les entreprises industrielles détenues par l'État |       |       |
| 1985-1997 | Toutes les entreprises industrielles, quel que soit leur système de comptabilité   |  |       |       |
| 1998-2006 | Toutes les entreprises d'État dont les recettes annuelles issues de leur activité principale dépassent 5 millions de yuans |  |       |       |
| 2007-2010 | Toutes les entreprises dont les recettes annuelles issues de leur activité principale dépassent 5 millions de yuans        |  |       |       |
| 2011-2014 | Toutes les entreprises dont les recettes annuelles issues de leur activité principale dépassent 20 millions de yuans       |  |       |       |

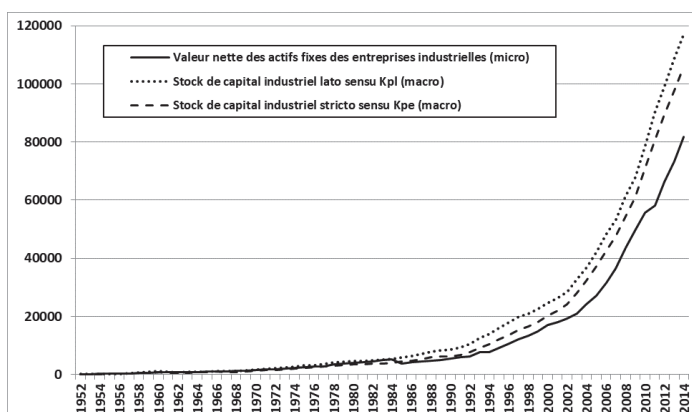
**Tableau 4. Part des entreprises de grande ou moyenne taille en Chine de 2000 à 2014 (en pourcentage de la valeur totale des actifs fixes de l'ensemble des entreprises du secteur industriel)**

| 2000  | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006  | 2007  | 2008  | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 72,95 | 75,38 | 74,72 | 76,62 | 74,55 | 75,08 | 74,92 | 74,51 | 71,61 | 72,52 | 72,92 | 74,69 | 73,67 | 72,59 | 70,76 |

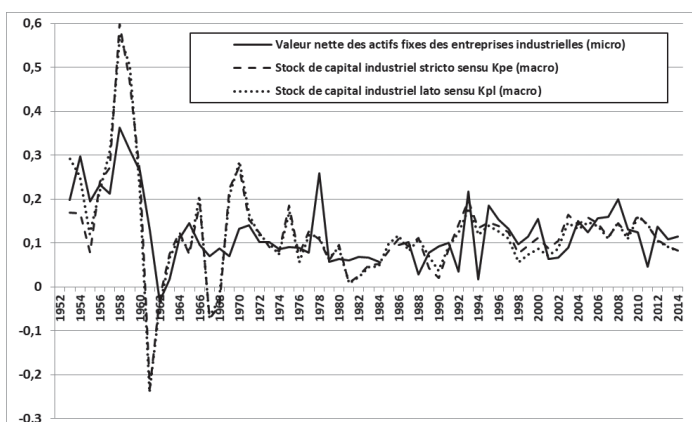
Source : National Bureau of Statistics of China (années variées).

Comme l'indique le Tableau 3, les documents comptables disponibles pour construire nos séries originales de stocks de capital d'entreprises n'intègrent pas les unités de production ayant une taille inférieure à un certain seuil d'actifs. Le poids de ces petites unités productives étant limité, nos calculs peuvent être regardés comme des approximations acceptables de taux de profit de l'ensemble des entreprises industrielles. Toutefois, cette omission des plus petites entreprises<sup>10</sup>,

**Figure 2. Niveaux des stocks de capital industriel  
calculés aux niveaux 1 et 2 : Chine, 1952-2014  
(en centaines de millions de yuans, à prix constants [base 1952])**



**Figure 3. Taux de croissance des stocks de capital industriel  
calculés aux niveaux 1 et 2 : Chine, 1952-2014  
(en pourcentages [0,1 = 10 %], à prix constants [base 1952])**



10 Une remarque historique nous semble ici utile : quand bien même la grande majorité des nationalisations avait été effectuée fin 1956, beaucoup de commerces de détail et de micro-entreprises ont survécu, quoiqu'invités par les autorités publiques à se regrouper en coopératives, surtout lors du Grand Bond en Avant [Andréani, 2018].

qui n'utilisent pas toutes les *Enterprise Accounting Standards*, est suffisante pour induire un biais dans nos résultats pour les taux de profit au niveau de la comptabilité d'entreprises, mais ce biais reste limité à la période ultérieure à l'année 1998 et sous contrôle. Aussi n'affectera-t-il pas fondamentalement nos conclusions. Trois arguments peuvent être avancés à l'appui d'un tel choix : i) les données auxquelles on a recours pour les « grandes entreprises », relativement détaillées, sont complètes et cohérentes, et de surcroît dotées de critères conceptuels clairs et de périmètres statistiques stables ; ii) les seuils utilisés pour définir les « grandes entreprises » (de « 5 millions de yuans » (sur la période 1988-2010) ou de « 20 millions de yuans » (de 2011 à 2014) sont assez modestes et peuvent en réalité concerner aussi des unités de production de taille moyenne à l'échelle de la Chine, tout spécialement dans les secteurs industriels ; iii) la proportion des entreprises de grande taille ou de taille moyenne correspond à environ les trois quarts de la valeur totale des actifs fixes des unités de production industrielle chinoises – et quelquefois même davantage depuis les années 2000 (Tableau 4).

En Chine, plusieurs arguments sont avancés pour justifier l'importance du rôle tenu par les grandes entreprises publiques : elles peuvent d'abord distribuer plus à leurs employés ; ensuite, l'État est libre d'y définir le mode de gestion le plus approprié ; et enfin, la puissance publique peut plus facilement les mettre au service de ses projets collectifs. En outre, par l'intermédiaire de divers instruments à la disposition de l'organisme de gestion des participations, l'État affecte les bénéfices perçus à un fonds spécial de soutien des entités publiques qui le nécessitent. Celles-ci jouissent encore de certains avantages, notamment en matière de crédit et de taux d'intérêt consentis par les banques d'État. L'une des spécificités de ces grandes entreprises publiques est aussi de ne verser que fort peu de dividendes à l'État actionnaire (environ 10 % de leurs profits). Le système économique chinois actuel repose sur le maintien d'un puissant secteur public au rôle stratégique pour l'économie dans son entier. Tout porte à penser que c'est là l'une des explications essentielles des bonnes performances de l'économie chinoise – n'en déplaise aux idéologues néolibéraux. Cela est sans doute également lié à la taille de ces entreprises, véritables mastodontes dont les activités engendrent des économies d'échelle qui réduisent les coûts à tous les niveaux et qui fournissent aux micro, petites et moyennes entreprises locales des intrants à très bon marché, garantissant ainsi, pour celles qui exportent, des conditions de fabrication compétitives sur les marchés.

## 4. Calcul de taux de profit industriels au niveau de la comptabilité nationale (niveau 2)

Dans une deuxième étape, nous calculerons des taux de profit au niveau de la comptabilité nationale, toujours pour le secteur de l'industrie, afin de les comparer aux résultats obtenus précédemment. Ces taux mettent en rapport un numérateur représentant l'excédent agrégé du secteur industriel ou « profit » et un dénominateur correspondant au stock de capital du même secteur. Pour ce qui regarde ce stock, nous nous appuyons sur des séries statistiques originales de capital physique reconstruites par nos soins pour la Chine en longue période : 1952-2014. Élaborées à partir de données officielles (spécialement celles du NBS) et selon la méthode de

l'inventaire permanent (MIP)<sup>11</sup>, nos séries recourent à des méthodes d'élaboration complexes – qui mettent notamment en jeu des techniques modernes de cointégration pour la détermination des indices de prix – ; méthodes qu'il ne nous sera pas possible d'exposer de façon développée dans ces lignes, mais dont le détail est à la disposition du lecteur dans Long et Herrera [2016]. Cette base comprend des séries longues de stocks de capital physique « productif » – c'est-à-dire hors bâtiments résidentiels et valeur des terrains – conçus selon des acceptions plus ou moins larges. Nous disposons ainsi, en particulier, d'un capital productif *lato sensu*  $K_{pp}$ , incluant les stocks (ou *inventaries*), et d'un capital productif *stricto sensu*  $K_{pe}$ , qui ne les incorpore pas.

Contentons-nous d'indiquer ici que plusieurs arguments permettent de soutenir que nos séries sont de bonne qualité par comparaison avec celles actuellement disponibles dans la littérature. D'abord, nos stocks de capital initiaux sont calculés grâce à un algorithme mettant en action un processus itératif déterminant un niveau de stock initial fiable et convergeant vers un coefficient capital-output moins approximatif (et moins élevé) que ceux en général avancés [Zhang, 1991 ou He, Chen, He, 2003]. Que ceux en général avancés. De plus, nos flux d'investissement sont cohérents avec les périmètres statistiques de ces stocks initiaux (Tableau 5). Ensuite, les taux de dépréciation sont estimés par types de capitaux, sous hypothèses compatibles d'âge-efficience et de mise hors service, afin d'en déduire le calcul, à partir de la structure globale du capital, d'un taux de dépréciation total. Les tests de sensibilité et l'analyse d'erreurs de paramétrage ont confirmé que ces séries sont solidement construites.

**Tableau 5. Proportions calculées ou réelles de l'investissement en actifs fixes des entreprises propriétés de l'État par comparaison à l'investissement en actifs fixes national en moyenne quinquennale : Chine, 1953-1980**

| Période                        | Années    | Proportion calculée moyenne | Proportion réelle |
|--------------------------------|-----------|-----------------------------|-------------------|
| Premier Plan                   | 1953-1957 | 83,95 %                     | -                 |
| Deuxième Plan                  | 1958-1962 | 99,00 %                     | -                 |
| <i>Période de récupération</i> | 1963-1965 | 81,82 %                     | -                 |
| Troisième Plan                 | 1966-1970 | 79,57 %                     | -                 |
| Quatrième Plan                 | 1971-1975 | 89,62 %                     | -                 |
| Cinquième Plan                 | 1976-1980 | 87,09 %                     | -                 |
| Sixième Plan                   | 1981-1985 | 66,98 %                     | 66,70 %           |
| Septième Plan                  | 1986-1990 | 64,48 %                     | 64,80 %           |
| Huitième Plan                  | 1991-1995 | 65,58 %                     | 59,00 %           |

Source : Long et Herrera [2016].

11 Pour tous les détails techniques : Herrera et Long [2020]. En notant ici  $K_t$  le stock de capital en fin d'année  $t$ ,  $I_t$  le flux d'investissement sur la même année  $t$ ,  $P_t$  l'indice des prix et  $\sigma$  le taux de dépréciation du stock de capital, la formule d'accrétion de la MIP est :  $K_t = (1 - \sigma)K_{t-1} + I_t/P_t$ .

Nos efforts ont surtout porté sur la construction d'indices de prix des investissements strictement adaptés au contenu de ces stocks de capital. Nos tests de racine unitaire ont montré que, contrairement à ce que pensent maints auteurs [Jefferson, Rawski, Zheng, 1996 ; Wu, 1999 ; Huang, Ren, Liu, 2002 ; Zhang, Zhang, 2003 ; Shan, 2008], à de rares exceptions près [He, 1992 ; Chow, 1993], l'indice de prix de l'investissement en capital – indice qui n'apparaît pas de façon continue et homogène de 1952 à 2014 pour le pays tout entier dans les annuaires du NBS – ne peut être remplacé par un autre indice de prix. Cette question est fondamentale dans la mesure où les indices de prix sont les composantes qui déterminent le plus décisivement et le niveau et la structure des stocks de capital. Le soin apporté à leur construction est dès lors tout à fait crucial.

Quatre taux de profit industriels sont calculés au niveau de la comptabilité nationale, comme :

$$\text{Taux de profit niveau 2} \left\{ \begin{array}{l} \text{du capital productif industriel } \textit{stricto sensu} \text{ avant taxes : } r_5 = \frac{Y_{(t)} - R_{(t)}}{K_{pe(t)}} \\ \text{du capital productif industriel } \textit{stricto sensu} \text{ après taxes : } r_6 = \frac{Y_{(t)} - R_{(t)} - T_{(t)}}{K_{pe(t)}} \\ \text{du capital productif industriel } \textit{lato sensu} \text{ avant taxes : } r_7 = \frac{Y_{(t)} - R_{(t)}}{K_{pi(t)}} \\ \text{du capital productif industriel } \textit{lato sensu} \text{ après taxes : } r_8 = \frac{Y_{(t)} - R_{(t)} - T_{(t)}}{K_{pi(t)}} \end{array} \right.$$

où  $Y_{(t)}$  représente le produit du secteur industriel,  $R_{(t)}$  les revenus des travailleurs industriels,  $T_{(t)}$  les taxes sur les entreprises correspondantes,  $K_{pe(t)}$  et  $K_{pi(t)}$  les composantes industrielles des stocks de capital physique productif au sens respectivement étroit et large (Figures 2 et 3).

De la même manière que nous avons défini au niveau de la comptabilité d'entreprises le secteur industriel comme l'ensemble des entreprises des sections « B + C + D », hors construction (« E »), c'est logiquement un stock de capital productif excluant les habitations résidentielles et leurs terres que nous utilisons en abordant le niveau de la comptabilité nationale. On suppose que la part du stock de capital industriel  $K_{(t)}$  dans le stock de capital productif est égale à celle de la production industrielle  $Y_{(t)}$  (somme des valeurs ajoutées) dans le produit intérieur brut (PIB) total, mais diminué de la valeur ajoutée du secteur de la construction, noté  $Y^*$ , soit :

$$K_{(t)} = \frac{Y_{(t)}}{Y^*} \cdot K_t = \alpha_t \cdot K_t$$

où  $K_t$  est le stock total de capital productif *stricto sensu*  $K_{pe}$ , ou respectivement *lato sensu*  $K_{pi}$ . Est de ce fait attachée à la trajectoire de  $\alpha_t$  une hypothèse de rendements d'échelle constants dans la production<sup>12</sup>. Le calcul de cette variable est permis grâce aux séries en ligne du NBS (*NBS online database*) après 1978 et, avant cette date, aux « *Comprehensive Statistical Data and Materials on 50 Years of New China* » (新中国五十年统计资料汇编).

<sup>12</sup> Quoique réalisés selon des méthodologies différentes de celles auxquelles ont recourus les auteurs dans le présent article, nos précédents travaux ont montré que, sous certaines conditions, une telle hypothèse de rendements constants à l'échelle dans la production est défendable. Voir : Herrera et Long [2020].

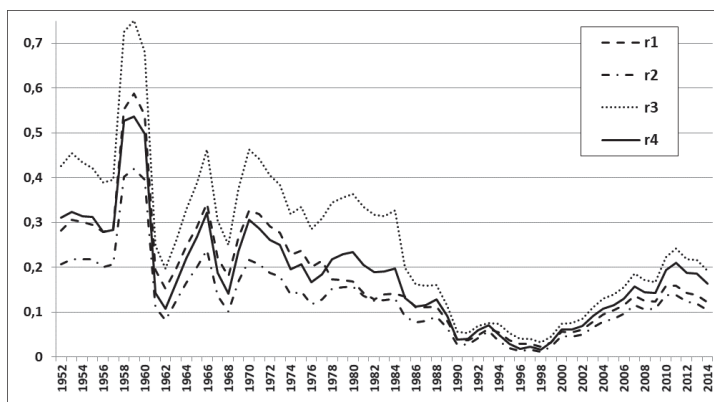
Le PIB chinois provient des calculs effectués par le NBS selon l'approche de la production, agrégeant les valeurs ajoutées des trois secteurs. Les rémunérations totales (à la fois directes et indirectes, primes et allocations spécifiques comprises) reçues par les travailleurs de toutes les sections industrielles  $R_{it}$ , exprimées avant taxation, sont aussi extraites des bases du NBS. Mais seules les données postérieures à 2003 sont fournies. Pour celles antérieures à cette date, nous les recalculons en multipliant les rémunérations des employés urbains (non ruraux) par la proportion  $\beta_t$  des valeurs ajoutées industrielles  $Y_{it}$  dans celles des secteurs secondaire  $Y_{(S)t}$  et tertiaire  $Y_{(T)t}$  telle que :  $\beta_t = Y_{it} / (Y_{(S)t} + Y_{(T)t})$ ; les sources étant identiques à celles de  $\alpha_t$ .

Les séries relatives à ces rémunérations viennent de la base *online* du NBS après 2000 et des « *Comprehensive Statistical Data and Materials on 50 Years of New China* » avant cette date. La comparaison des données réelles et estimées des revenus des travailleurs industriels sur la période qui suit 2003 fait apparaître un écart de l'ordre de +35 % entre celles-ci et celles-là ; ce qui conduit à corriger à la baisse les rémunérations avant cette date. L'indice des prix à la consommation sert à convertir les revenus courants en revenus constants (base 1952).

L'information concernant les taxes des entreprises industrielles  $T_{(I)t}$  fut plus difficile à obtenir, en particulier parce que le NBS n'en diffuse que peu. Publié par l'administration fiscale (*State Administration of Taxation*), le *Tax Yearbook of China* (中国税务年鉴) ne fournit des données sur les taxations par sections économiques que depuis l'année 2001. Avant la réforme fiscale de 1993, le premier annuaire disponible (*Tax Yearbook of China 1993*) fournit les données sur la « taxe industrielle et commerciale » des sections industrielles pour la période allant de 1952 à 1993, tandis que le *Tax Yearbook of China 2001* ne présente les taxes sur les revenus des entreprises par sections que depuis 2000. Ainsi, les séries de  $T_{(I)t}$  sont incomplètes entre 1993 et 1999. Sur ces années, on suppose qu'il existe une relation de proportionnalité entre la taxe des sections industrielles et le produit total,  $\gamma_t = Y_{(I)t} / Y_t$ . Cette hypothèse est acceptable pour les taxes sur les ventes (ou TVA), mais pas pour celles portant sur les revenus des entreprises, en raison des diverses incitations fiscales mises en œuvre par les autorités chinoises en faveur des firmes étrangères<sup>13</sup>. Il a donc fallu distinguer les années d'application de cette politique pour en tenir compte, en recourant au tableau de « Taxes sur les revenus des entreprises selon leur section et leur nature pour l'ensemble du pays » dans les annuaires correspondants (soit 全国企业分项目分企业类型所得税情况).

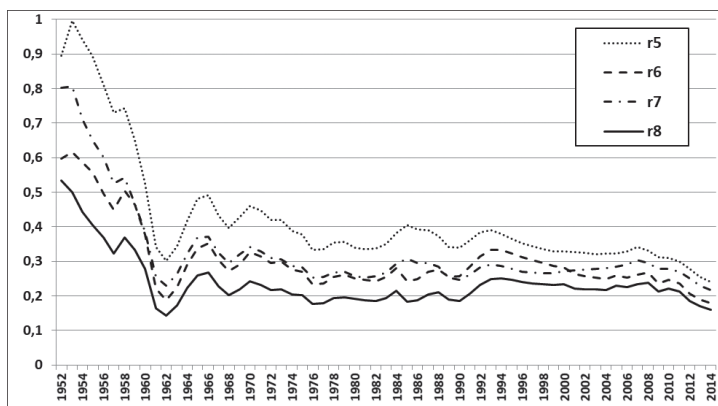
13 Cf. l'article 8 de la Loi de 1991 relative aux taxes sur les revenus des entreprises à investissements étrangers et sur les entreprises étrangères [中华人民共和国外商投资企业和外国企业所得税法1991].

**Figure 4. Évolution de taux de profit des entreprises industrielles au niveau 1 : Chine, 1952-2014 (en pourcentages [0,1 = 10 %])**



Notes : r1 = taux de profit nominal avant taxes ; r2 = taux de profit nominal après taxes ; r3 = taux de profit réel avant taxes ; r4 = taux de profit réel après taxes des entreprises industrielles au niveau 1.

**Figure 5. Évolution des taux de profit du secteur industriel au niveau 2 : Chine, 1952-2014 (en pourcentages 0,1 = 10 %)**



Notes : r5 = taux de profit du capital étroit avant taxes ; r6 = taux de profit du capital étroit après taxes ; r7 = taux de profit du capital large avant taxes ; r8 = taux de profit du capital large après taxes pour le secteur industriel au niveau 2.

Figure 6. Comparaison des évolutions de taux de profit aux niveaux 1 et 2 : Chine, 1952-2014 (en pourcentages 0,1 = 10 %)

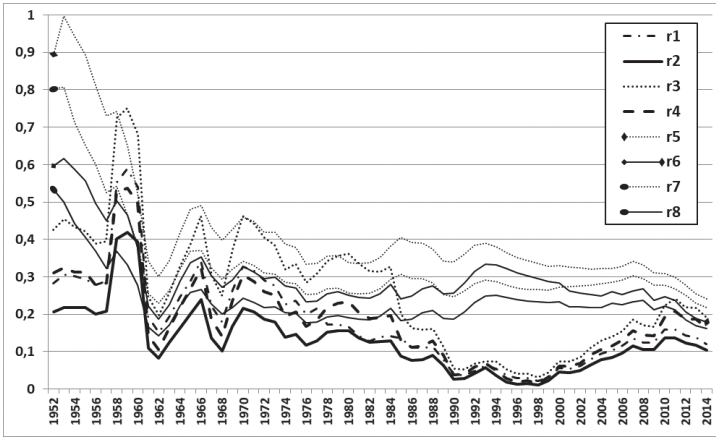
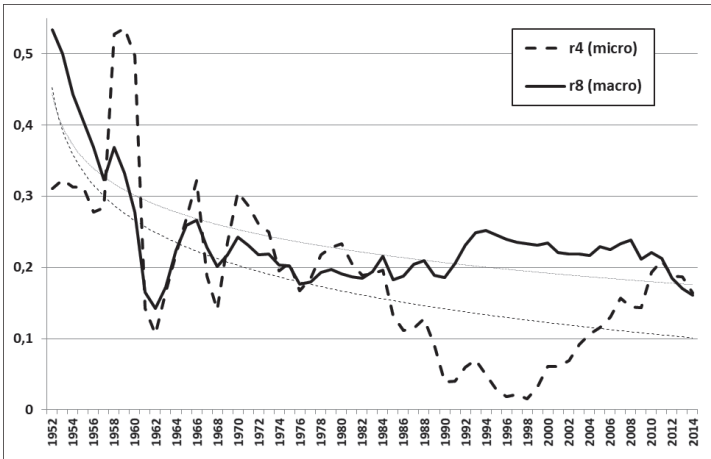


Figure 7. Comparaison des tendances de taux de profit aux niveaux 1 et 2 : Chine, 1952-2014 (en pourcentages 0,1 = 10 %)



La Découverte | Téléchargé le 03/06/2026 sur <https://sbs.cerim.info> (IP: 216.73.216.232)

## 5. Évolutions des taux de profit : une comparaison des niveaux de comptabilité d'entreprises et de comptabilité nationale

Les évolutions des taux de profit industriels calculés aux niveaux 1 et 2 sont présentées aux Figures 4 et 5. Les résultats obtenus au niveau 2 sont plus élevés que ceux mis en évidence au niveau 1. Ainsi, en moyenne, les taux de profit au niveau de la comptabilité d'entreprises sont respectivement de 17,9 % pour  $r_1$  (taux nominal avant taxes des entreprises industrielles), 13,0 % pour  $r_2$  (nominal après taxes), 26,2 % pour  $r_3$  (taux réel avant taxes) et 18,2 % pour  $r_4$  (réel après taxes) sur la période complète de 1952 à 2014. Les moyennes des taux de profit au niveau 2 sont trouvées à 42,2 % pour  $r_5$  (taux de profit du capital productif industriel étroit avant taxes), 30,4 % pour  $r_6$  (capital industriel *stricto sensu* après taxes), 32,9 % pour  $r_7$  (taux du capital industriel *lato sensu* avant taxes) et 23,7 % pour  $r_8$  (capital large après taxes) au cours de la même période 1952-2014. Comme nous le voyons, les moyennes des deux taux de profit que l'on peut considérer comme les plus représentatifs de l'activité effective de l'industrie, c'est-à-dire  $r_4$  au niveau 1 (calculé en retranchant les taxes et excluant les amortissements cumulés des actifs fixes des entreprises industrielles) et  $r_8$  au niveau 2 (obtenu à partir du stock de capital productif du secteur industriel incluant les *inventories*, mais pas la valeur des logements résidentiels ni de leurs terrains), sont du même ordre de grandeur : 18,2 % pour le premier, 23,7 % pour le second. Elles restent encore relativement proches sur la sous-période postérieure aux réformes, soit 1978-2014 : 12,0 % et 21,2 %, respectivement.

De façon générale, les profils d'ensemble des taux de profit au niveau d'entreprises ou national sont assez similaires, fondamentalement caractérisés par une tendance à la baisse sur le long terme (Figure 6). Des fluctuations marquées sont observables pour les deux niveaux d'analyse durant une première étape, allant de la fondation de la République populaire à la rupture avec l'Union soviétique (1952-1961). Suivant une tendance baissière, les oscillations des taux de profit continuent, quoique de manière nettement moins heurtée, jusqu'en 1978, et même, toujours en s'atténuant, jusqu'à la décennie 1990. C'est à partir de là que les choses semblent quelque peu changer. La trajectoire du taux de profit au niveau 2 paraît s'orienter légèrement à la hausse, à compter du début des années 1990, tandis que celle du taux de profit au niveau 1 poursuit quant à elle sa descente, avant de remonter plus vigoureusement à la fin de la même décennie. Les deux courbes se rejoignent de nouveau dans les premières années de la décennie 2010, pour repartir l'une et l'autre plus clairement à la baisse. Ces séquences sont bien visibles dans le cas des indicateurs  $r_4$  et  $r_8$  (Figure 7). Ce résultat, qui retrouve l'interprétation marxiste de l'accumulation<sup>14</sup>, rejoint une conclusion mise en évidence par d'autres économistes en Chine [Wen, 2009] comme à l'étranger [Kroeber, 2011]<sup>15</sup>. Il est à mettre en relation avec les déformations structurelles associées à l'industrialisation en profondeur du pays au cours

<sup>14</sup> Pour une comparaison de nos résultats avec ceux d'études calculant des taux de rendement du capital selon des méthodologies plus standard, voir, entre autres : Bai, Hsieh et Qian [2006], Deloizier et Hochraich [2007].

<sup>15</sup> Pour une analyse mathématique des tendances longues, consolidant notre étude : Long et Herrera [2020].

des dernières décennies. Mais au-delà de cette baisse du taux de profit en tendance dans la longue période (mesurée en termes logarithmiques pour les taux  $r_4$  et  $r_8$  sur la Figure 7), l'observation, d'une part, d'une remontée très nette de la trajectoire de  $r_4$  à partir de 1999 jusqu'en 2007 (ou plutôt 2011) et, d'autre part, pour celle de  $r_8$ , d'une relative stabilité prolongée sur une cinquantaine d'années (entre 1962 et 2011 approximativement), exige de prendre en considération quelque complexité dans ces interprétations trop intuitives.

Aussi proposons-nous, pour approfondir l'analyse, une décomposition technique de ces taux de profit afin d'en distinguer les tendances de long terme et les composantes cycliques qui captent les fluctuations dans le court terme. Cela revient à écrire ces taux de profit de la manière suivante :

$$r_t = \psi_t + \Theta_t + \varepsilon_t$$

où

$\psi_t$  représente la tendance – décroissante, et pouvant prendre une forme polynomiale –,  $\Theta_t$  la composante cyclique – soit un processus stationnaire (de type sinusoïdal, par exemple) – et  $\varepsilon_t$  un terme d'erreur – marche aléatoire ou bruit blanc. Une formulation simple en est, parmi de nombreuses autres possibles :

$$r_t = [a_1 t + \dots + a_n t^n] + [a_0 + A \sin(\omega t + \varphi)] + [b_1 r_{t-1} + \dots + b_p r_{t-p} + u_t]$$

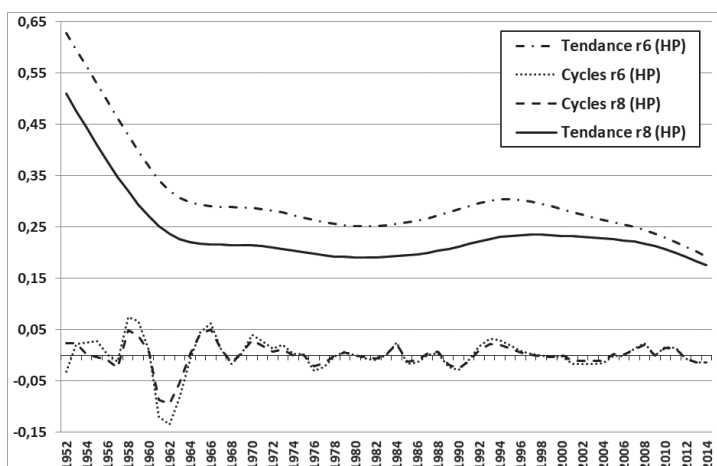
avec  $a_1 < 0$ , et où les trois composantes, tendance polynomiale, cycle de forme fonctionnelle sinusoïdale et terme d'erreur, sont présentées entre crochets<sup>16</sup>.

Cette décomposition technique, dont nous ne présentons l'application qu'aux cas des taux de profit au niveau 2  $r_6$  et  $r_8$ , est effectuée par le recours à la méthode du filtre de Hodrick-Prescott [Hodrick, Prescott, 1981 ; Ravn, Uhlig, 2002] (Figure 8), en complétant ses paramètres propres par ceux suggérés par Ravn-Uhlig (Figure 9). La Figure 9 montre que les cycles de court terme des taux de profit considérés voient l'amplitude de leurs fluctuations s'estomper avec le temps, depuis le début des années 1950 jusqu'à la fin de la décennie 2000 – mais elles semblent à partir de là s'accroître de nouveau. Ces fluctuations font ainsi alterner assez régulièrement les périodes ascendantes et descendantes. Pour les taux  $r_6$  et  $r_8$ , avec deux paramétrages des filtres (Hodrick-Prescott et Ravn-Uhlig), les années de récession commune, marquées par des différences premières des composantes cycliques enregistrant un signe négatif, se repèrent 24 fois ; précisément en 1957, 1961-1963, 1968, 1976-1977, 1981-1982, 1985-1986, 1989-1991, 1998-1999, 2001-2004, 2009 et 2012-2014. Cela correspond à plus d'un tiers des 63 années composant la période étudiée – ce, quand bien même le taux de croissance du PIB peut parfois atteindre, simultanément, un rythme assez élevé.

<sup>16</sup> Signalons ici au lecteur que nous avons également effectué les calculs de nos différents taux de profit de niveau 2 selon une formule alternative permettant d'intégrer à ces indicateurs la vitesse de rotation du capital circulant [Ochoa]. Cette dernière, notée  $\zeta$ , s'écrit :  $\zeta = Y/V$  où  $V$  correspond aux stocks (*inventories*) et  $Y$  au PIB. Il ressort de ces nouveaux calculs des courbes aux profils très similaires à ceux obtenus sans une telle correction, à la fois en niveau et en évolution.

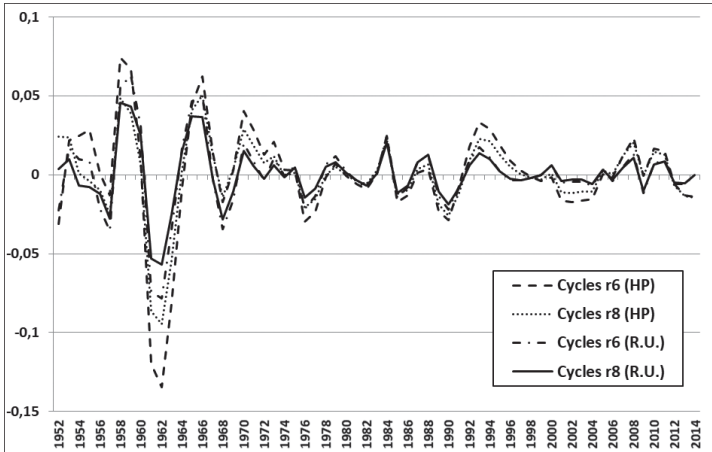
À travers ces 11 séquences de récession, nous reconnaissons aisément les ralentissements qui ont caractérisé l'histoire économique du pays depuis la fondation de la République populaire. Après les difficultés des premiers temps (1949-1952), dues surtout aux convulsions traversées durant les décennies précédant la révolution, nous trouvons trace de la période récessive qui commença en 1954 et dont le point bas se situe en 1957. La crise de début des années 1960, la plus grave qu'ait connue la Chine, résulte des effets conjugués – clairement visibles en 1961-1962 – de l'interruption brutale de l'aide de l'URSS après la rupture sino-soviétique, de l'échec du « Grand Bond en Avant » et de plusieurs catastrophes naturelles (dont celle intervenue sur le fleuve Jaune). Autre point bas, 1968 coïncide avec le durcissement de la Révolution culturelle, lancée deux ans plus tôt. Les problèmes rencontrés en 1976-1977 révèlent ceux de la transition qui suivit la mort de Mao. 1981-1982 sont des années de mise en œuvre des réformes structurelles (« ouverture ») adoptées lors du XI<sup>e</sup> Congrès du parti communiste, et 1985-1986 celles de l'application de la réforme fiscale de 1984 – l'un des points tournants vers l'économie de marché. Sur fond de chute du mur de Berlin et du bloc soviétique, la forte agitation sociale dont le climax fut la répression des événements de la place Tian'anmen s'est traduite par un très brutal ralentissement de l'économie (1989-1991), accompagné d'affaires de corruption. Dans un contexte (paradoxal) de dynamisme du PIB chinois, les reculs enregistrés à partir de 1998 sont attribuables, en grande partie, à des chocs exogènes liés à la généralisation des crises, respectivement dites : « asiatique » (1998-1999), de la « nouvelle économie » et « post-11 septembre » (2001-2004), et « financière » de 2008 (dernier épisode d'une crise du système mondial capitaliste dont les effets ne se font sentir en Chine que quelques mois plus tard, et en deux temps : 2009, puis de 2012 à nos jours).

**Figure 8. Décomposition technique des taux de profit  $r_6$  et  $r_8$  en tendances et en cycles : Chine, 1952-2014 (en pourcentages 0,1 = 10 %)**



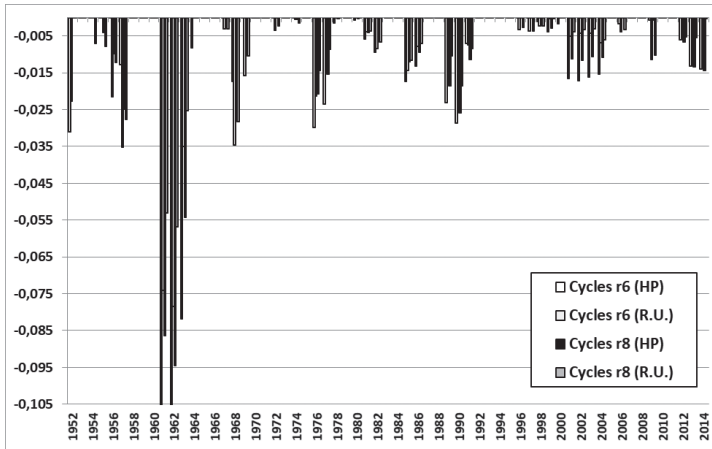
Note : La décomposition technique s'effectue grâce à la méthode du filtre de Hodrick-Prescott (HP).

**Figure 9. Évolutions des composantes cycliques des taux de profit  $r_6$  et  $r_8$  selon plusieurs méthodes de décomposition technique : Chine, 1952-2014 (en pourcentages)**



Note: La décomposition technique s'effectue grâce à la méthode du filtre de Hodrick-Prescott avec paramètres propres (puissance = 2, lambda = 100) ou suggérés par Ravn et Uhlig, R.U. (puissance = 4, lambda = 6,25).

**Figure 10. Valeurs négatives des composantes cycliques des taux de profit  $r_6$  et  $r_8$  : Chine, 1952-2014 (en pourcentages [1 = 1952])**



La Découverte | Téléchargé le 03/06/2026 sur <https://sbcs.econinfo.fr/> (IP: 216.73.216.232)

## 6. Conclusion

Sur la base d'une définition aussi rigoureuse que possible du périmètre du secteur industriel et de la construction de séries originales de stocks d'actifs fixes d'entreprises et de capital physique productif, nous avons calculé des indicateurs de taux de profit aux niveaux 1 et 2 pour la Chine de 1952 à 2014. Les résultats obtenus grâce aux deux méthodes sélectionnées, assez similaires, peuvent être synthétisés ainsi :

- Une baisse tendancielle du taux de profit est observable sur la longue période, et ce pour les deux niveaux d'analyse.
- Les fluctuations de court terme des taux de profit font apparaître, à l'échelle macroscopique, une succession de cycles – accomplis de façon rarement complète – dont l'amplitude se réduit avec le temps.
- Plus d'un tiers de la période couverte (1952-2014) est concernée par des années récessives pour la composante cyclique du taux de profit. Les plus forts reculs sont enregistrés, par ordre décroissant, après la rupture entre la Chine et l'Union soviétique (1961-1963), au moment de la Révolution culturelle (1968), dans le courant des années 1950 (surtout en 1957), lors de la transition post-Mao (1976-1977), après les événements de Tian'anmen (1989-1991), et enfin avec la diffusion des crises de la mondialisation capitaliste (qui touchèrent la Chine en 1998, 2001 et 2009, puis après 2012).
- C'est pour l'essentiel – et davantage que les évolutions de la part des profits dans la valeur ajoutée ou de la productivité de l'unité de coût du travail – l'augmentation de la composition organique du capital qui pousse tendanciellement vers le bas le taux de profit de niveau 2.

Toutefois, un certain nombre de difficultés d'interprétation persistent à l'issue de cet exercice. Par exemple, sur des périodes de temps assez prolongées, sont très distinctement observables au niveau 2 des intervalles de relative stabilité des taux de profit industriels, voire des phases de remontée de ces taux, comme dans la première moitié des années 1990. L'analyse des taux de profit au niveau de la comptabilité d'entreprises met de plus en lumière un net redressement de ces derniers, mais à partir de la fin de la décennie 1990 – jusqu'aux effets subis de la crise financière de 2008. Une telle récupération ne s'explique pas seulement par l'adoption de réformes des entreprises détenues par l'État. Elle trouve aussi très vraisemblablement l'une de ses causes dans l'accentuation récente de l'insertion de la Chine dans l'économie mondiale<sup>17</sup>. En effet, ses problèmes de surproduction se sont vus atténués grâce à l'ouverture de nouveaux débouchés sur les marchés extérieurs. Néanmoins, cette intégration a, dans le même temps, entraîné l'exposition de l'économie chinoise à des fluctuations exogènes et exacerbé sa vulnérabilité relative aux cycles importés, voire à des crises, comme ce fut le cas en 2007-2008. Notre conclusion d'une tendance à la baisse du taux de profit doit donc tolérer quelques nuances.

Ensuite, et abstraction faite des perturbations des premiers moments de la révolution, l'écart le plus notable entre les trajectoires de taux de profit aux niveaux 1 et 2 est constaté à compter de l'adoption des réformes de structure (1978) – et de la fiscalité (1984). Les causes d'une telle divergence, qui perdure jusqu'à la fin des

<sup>17</sup> Les exportations de capitaux chinois se sont considérablement accélérées depuis le début de la décennie 2000. En outre, le Chine a intégré l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 [Aglietta et Lemoine, 2010], Aglietta et Bai, 2012].

années 2000 (l'éclatement de l'étape la plus récente de la crise systémique en 2008), sont à rechercher dans les différences d'angles d'observation – et donc de sources statistiques –, de contours du secteur industriel (à titre d'exemple, le périmètre de niveau 1 des entreprises industrielles est changeant et, de surcroît, n'intègre pas les unités productives de petite taille, dont la rentabilité est souvent plus élevée que celle des très grandes entreprises), mais encore d'indicateurs représentatifs des taxations prises en considération. Et si l'écart précédemment souligné entre niveaux 1 et 2 paraît se résorber lorsque les effets de la crise systémique touchent la Chine à la fin de la décennie 2000, en orientant de nouveau conjointement à la baisse les taux de profit aux niveaux 1 et 2, la question reste entière de savoir comment qualifier de tels phénomènes récessifs affectant négativement les taux de profit dans des contextes économiques où sont enregistrés des taux de croissance du PIB très élevés, comme c'est encore le cas de la Chine à l'époque actuelle – y compris en 2015. Les réponses à ces interrogations, ainsi qu'à celles portant entre autres sur les formes fonctionnelles à même de rendre compte de la manière la plus pertinente possible des tendances de long terme et des fluctuations de court terme des taux de profit, appellent par conséquent de nouvelles recherches, plus approfondies.

L'une des principales leçons susceptibles d'être tirées de cet article concernant le futur est que, par-delà l'impressionnant taux de croissance de son PIB à plus de 10 % en moyenne annuelle sur les trois dernières décennies, l'économie chinoise n'est paradoxalement pas pour autant immunisée contre de soudains retournements conjoncturels ou des cycles adverses, et même, en liaison avec les transformations de ses structures dans la longue période, contre des « crises » – comme le brusque effondrement de ses marchés boursiers de Shanghai et Shenzhen au cours de l'été 2015 l'a illustré.

## Bibliographie

- AGLIETTA M., BAI G. (2012), *La voie chinoise : capitalisme et empire*, Paris, Odile Jacob.
- AGLIETTA M., LEMOINE F. (2010), « La nouvelle frontière de l'économie chinoise », in CEPII (dir.), *L'économie mondiale 2011*, Paris, La Découverte, p. 32-49.
- ANDRÉANI T. (2018), *Le « modèle » chinois et nous*, Paris, L'Harmattan.
- ANDRÉANI T., HERRERA R., LONG Z. (2018), « On the Nature of the Chinese Economic System », *Monthly Review*, vol. 70, n° 5, p. 32-43.
- ANDRÉANI T., HERRERA R. (2015), « Which Economic Model for China? », *International Critical Thought – A Journal of the China's Academy of Social Sciences*, n° 21, p. 163-183.
- BAI C.-E., HSIEH C.-T., QIAN Y. (2006), « The Return to Capital in China », *Brookings Papers on Economic Activity*, vol. 37, n° 2, p. 61-102.
- BERGÈRE M.-C. (2007), *Capitalismes et capitalistes en Chine*, Paris, Perrin.
- DELOZIER B., HOCHRAICH D. (2006), « L'investissement en Chine est-il excessif ? », *Économie & Prévision*, vol. 173, n° 2, p. 155-162.
- DING S., KNIGHT J. (2009), « Can the Augmented Solow Model Explain China's Remarkable Economic Growth? », *Journal of Comparative Economics*, vol. 37, n° 3, p. 432-452.
- DUFOUR J.-F. (2012), *Made by China – Les secrets d'une conquête industrielle*, Paris, Dunod.

- HE F., CHEN R., HE L. (2003), « The Estimation and Correlation Analysis on Our Country's Cumulative Amount of Capital », *Economist*, n° 5, p. 29-35 (en chinois).
- HE J. (1992), « Estimation of Assets in China », *Journal of Quantitative and Technical Economics*, n° 8, p. 24-27 (en chinois).
- HERRERA R. (2006), « The Hidden Face of Endogenous Growth Theory », *Review of Radical Political Economics*, vol. 38, n° 2, p. 243-257.
- HERRERA R., LONG Z. (2018a), « Piketty à Pékin. Les lois du *Capital au xx<sup>e</sup> siècle* à l'épreuve de la Chine », *Revue d'économie politique*, vol. 128, n° 1, p. 59-108.
- HERRERA R., LONG Z. (2018b), « Some Considerations on China's Long-Run Economic Growth: 1952-2015 », *Structural Change and Economic Development*, vol. 44, n° 3, p. 14-22.
- HERRERA R., LONG Z. (2019), *La Chine est-elle capitaliste ?*, Paris, Éditions critiques.
- HERRERA R., LONG Z. (2021), *Dynamique de l'économie chinoise – Croissance, cycles et crises de 1949 à nos jours*, Paris, Éditions critiques.
- HODRICK R., PRESCOTT E. (1981), « Postwar U.S. Business Cycles: An Empirical Investigation », *Carnegie Mellon University Discussion Paper*, n° 451.
- JEFFERSON G., RAWSKI T., ZHENG Y. (1996), « Chinese Industrial Productivity: Trends, Measurement Issues, and Recent Developments », *Journal of Comparative Economics*, vol. 23, n° 2, p. 146-180.
- KROEBER A. (2011), *China's Next Decade*, Dragonomics Research & Advisory, février, New York.
- LONG Z., HERRERA R. (2016), « Building Original Series of Physical Capital Stocks for China's Economy: Methodological Problems, Proposals of Solutions and a New Database (1952-2014) », *China Economic Review*, vol. 40, n° 9, p. 33-53.
- LONG Z., HERRERA R. (2020a), « Construction de séries de stocks de capital humain pour la chine de 1949 à 2014 », *Revue économique*, vol. 71, n° 1, p. 163-193.
- LONG Z., HERRERA R. (2020b), « Spurious OLS Estimators of Detrending Method by Adding a Linear Trend in Difference-Stationary Processes – A Mathematical Proof and its Verification by Simulation », *Mathematics*, vol. 8, n° 1931, p. 2-19.
- MADDISON A. (1995), *Monitoring the World Economy : 1820-1992*, Development Centre Studies, Paris, OECD.
- NATIONAL BUREAU OF STATISTICS OF CHINA (années variées), *China Statistical Yearbook*, NBS, Beijing.
- RAVN M., UHLIG H. (2002), « On Adjusting the Hodrick-Prescott Filter for the Frequency of Observations », *Review of Economics and Statistics*, vol. 84, n° 2, p. 371-376.
- SHAN H. (2008), « Re-estimating the Aggregate Capital Stock K of China : 1952-2006 », *Journal of Quantitative and Technical Economics*, n° 10, p. 17-31 (en chinois).
- WEN T. (2009), *The « San Nong » Problem and Institutional Transition*, Beijing, China Economic Press.
- WU F. (1999), « Estimates of China's Agricultural Capital Stock », *Journal of Agrotechnical*, n° 6, p. 34-38 (en chinois).
- XU X. (2019), « Accounting of China's GDP », Tsinghua University Working Paper.

- XU X., TIAN X. (1997), « 许宪春, 田小青. 中国国内生产总值历史数据 (1952~1977年) 的资料收集和测算方法 [J]. 经济研究 » (Data Collection and Calculation Method of Historical Data of China's GDP : 1952-1977), *Chinese Economic Research*, n° 9, p. 65-71.
- ZHANG JUN, ZHANG Y. (2003), « Recalculating the Capital of China and a Review of Li and Tang's Article », *Economic Research Journal*, n° 7, p. 35-43 (en chinois).
- ZHANG JUNK (1991), « Systemic Analysis of Economic Efficiency During the 5<sup>th</sup> Five Year Plan », *Journal of Economic Research*, n° 4, p. 8-17 (en chinois).

# Annexe

Bases de données de stocks de capital industriel : Chine, 1952-2014

| Années | Valeur d'origine<br>des actifs fixes $K_{AO}$ | Valeur totale des<br>actifs fixes $K_{AT}$ | Capital stricto<br>sensu $K_{Pe(1)}$ | Capital lato<br>sensu $K_{PI(1)}$ |
|--------|---|--|--------------------------------------|-----------------------------------|
| 1952   | 107,300                                       | 71,100                                     | 113,646                              | 126,957                           |
| 1953   | 128,473                                       | 86,588                                     | 132,819                              | 163,948                           |
| 1954   | 166,722                                       | 115,893                                    | 155,091                              | 205,257                           |
| 1955   | 199,277                                       | 139,140                                    | 167,243                              | 229,829                           |
| 1956   | 245,718                                       | 176,454                                    | 207,357                              | 279,455                           |
| 1957   | 297,808                                       | 217,376                                    | 263,757                              | 366,708                           |
| 1958   | 405,727                                       | 308,804                                    | 421,914                              | 576,852                           |
| 1959   | 532,586                                       | 417,078                                    | 621,013                              | 866,964                           |
| 1960   | 673,157                                       | 533,703                                    | 781,348                              | 1 062,807                         |
| 1961   | 759,748                                       | 591,132                                    | 601,486                              | 808,190                           |
| 1962   | 735,295                                       | 567,375                                    | 585,795                              | 770,169                           |
| 1963   | 747,970                                       | 567,640                                    | 629,520                              | 822,574                           |
| 1964   | 829,741                                       | 622,952                                    | 708,301                              | 917,440                           |
| 1965   | 950,605                                       | 710,748                                    | 760,725                              | 991,897                           |
| 1966   | 1 041,141                                     | 771,101                                    | 903,819                              | 1 196,464                         |
| 1967   | 1 114,103                                     | 809,750                                    | 838,496                              | 1 114,367                         |
| 1968   | 1 211,812                                     | 872,895                                    | 803,341                              | 1 083,528                         |
| 1969   | 1 296,931                                     | 921,721                                    | 983,221                              | 1 311,736                         |
| 1970   | 1 467,608                                     | 1 037,619                                  | 1 251,270                            | 1 686,244                         |
| 1971   | 1 674,776                                     | 1 203,672                                  | 1 442,901                            | 1 961,331                         |
| 1972   | 1 846,308                                     | 1 327,245                                  | 1 619,701                            | 2 194,697                         |
| 1973   | 2 034,664                                     | 1 461,268                                  | 1 766,389                            | 2 413,724                         |
| 1974   | 2 210,578                                     | 1 574,316                                  | 1 908,747                            | 2 591,347                         |
| 1975   | 2 410,124                                     | 1 703,917                                  | 2 263,630                            | 3 036,812                         |
| 1976   | 2 624,818                                     | 1 843,896                                  | 2 428,288                            | 3 206,583                         |
| 1977   | 2 828,387                                     | 1 973,109                                  | 2 734,244                            | 3 589,982                         |
| 1978   | 3 561,860                                     | 2 165,714                                  | 3 028,473                            | 3 997,135                         |
| 1979   | 3 764,166                                     | 2 221,410                                  | 3 209,372                            | 4 253,197                         |
| 1980   | 4 000,826                                     | 2 290,265                                  | 3 513,955                            | 4 638,821                         |
| 1981   | 4 244,834                                     | 2 391,830                                  | 3 547,691                            | 4 680,282                         |
| 1982   | 4 532,105                                     | 2 529,856                                  | 3 637,901                            | 4 783,880                         |
| 1983   | 4 835,878                                     | 2 682,051                                  | 3 814,808                            | 4 998,221                         |
| 1984   | 5 108,879                                     | 2 705,114                                  | 4 016,987                            | 5 233,116                         |
| 1985   | 5 553,841                                     | 3 759,587                                  | 4 346,779                            | 5 744,347                         |
| 1986   | 6 023,689                                     | 4 119,151                                  | 4 826,923                            | 6 421,127                         |
| 1987   | 6 552,186                                     | 4 540,750                                  | 5 269,982                            | 6 951,553                         |

|      |             |            |             |             |
|------|-------------|------------|-------------|-------------|
| 1988 | 6 697,069   | 4 670,000  | 5 857,292   | 7 714,247   |
| 1989 | 7 180,445   | 5 037,744  | 6 103,626   | 8 257,965   |
| 1990 | 7 813,844   | 5 505,479  | 6 230,638   | 8 570,844   |
| 1991 | 8 650,287   | 6 060,395  | 6 771,309   | 9 347,031   |
| 1992 | 8 871,327   | 6 273,975  | 7 729,648   | 10 513,879  |
| 1993 | 9 180,052   | 7 635,822  | 9 250,405   | 12 402,703  |
| 1994 | 10 730,842  | 7 771,550  | 10 493,428  | 13 880,276  |
| 1995 | 13 386,258  | 9 211,488  | 12 034,331  | 15 819,778  |
| 1996 | 14 888,875  | 10 627,496 | 13 695,783  | 17 833,101  |
| 1997 | 17 095,481  | 12 041,169 | 15 391,362  | 19 803,337  |
| 1998 | 18 732,052  | 13 206,835 | 16 562,156  | 20 934,276  |
| 1999 | 20 595,198  | 14 717,765 | 18 118,860  | 22 473,519  |
| 2000 | 22 470,454  | 16 990,777 | 20 152,811  | 24 411,121  |
| 2001 | 24 580,541  | 18 077,679 | 21 926,956  | 26 127,428  |
| 2002 | 26 680,607  | 19 290,523 | 24 237,911  | 28 412,732  |
| 2003 | 29 331,870  | 20 996,596 | 28 204,736  | 32 577,299  |
| 2004 | 32 939,410  | 24 158,612 | 32 207,952  | 36 868,050  |
| 2005 | 36 704,600  | 27 167,962 | 37 308,417  | 42 298,027  |
| 2006 | 42 400,036  | 31 436,532 | 42 706,353  | 48 101,417  |
| 2007 | 49 374,386  | 36 446,299 | 47 566,145  | 53 429,380  |
| 2008 | 59 833,301  | 43 698,837 | 54 445,784  | 61 214,836  |
| 2009 | 66 417,490  | 49 443,465 | 60 829,439  | 67 921,557  |
| 2010 | 78 179,153  | 55 591,677 | 70 861,167  | 78 832,498  |
| 2011 | 88 733,538  | 58 192,033 | 80 857,266  | 89 992,452  |
| 2012 | 101 307,418 | 66 209,522 | 89 441,292  | 99 385,376  |
| 2013 | 115 913,556 | 73 398,420 | 97 733,525  | 108 426,101 |
| 2014 | 129 761,692 | 81 877,888 | 105 896,939 | 117 389,290 |

Notes : Unité monétaire en centaines de millions de yuans (RMB), à prix constants de 1952.

$K_{AD}$  = valeur d'origine des actifs fixes des entreprises industrielles au niveau de la comptabilité d'entreprises ;

$K_{AT}$  = valeur totale (ou nette) des actifs fixes des entreprises industrielles au niveau de la comptabilité d'entreprises ;

$K_{Pet(I)}$  = stock de capital productif au sens étroit du secteur industriel au niveau de la comptabilité nationale (sans inventories).

$K_{P(I)}$  = stock de capital productif au sens large du secteur industriel au niveau de la comptabilité nationale (avec inventories).